

Si on soustrait ce chiffre, on obtient 28 milliards de dollars de déficit accumulé pendant que nous étions au pouvoir. Si on enlève ces 22 milliards de dollars d'intérêts que nous avons accepté de payer pour la dette non encore remboursée, on parle de 28 milliards de dollars de dette accumulée, si on veut en accuser le gouvernement. Elle s'élève à environ 7 milliards de dollars par an.

Je voudrais citer un article paru aujourd'hui dans le *Globe and Mail*, intitulé «La dette que nous assumons».

Si Ottawa n'avait pas accumulé de dette, il n'y aurait pas de déficit budgétaire. En fait, le budget des dépenses principal publié mardi confirme le fait qu'il y aurait un excédent de 3,1 milliards de dollars en 1988-89 si nous ne devions pas payer des intérêts sur les emprunts contractés dans le passé.

Cela prouve mon argument, je pense, que les 88 milliards de dollars de déficit qui se sont accumulés depuis que nous sommes au pouvoir ont été causés par la dette contractée par l'ancien gouvernement libéral.

• (1130)

Je voudrais voir quelles seraient les autres options si nous ne cherchions pas, notamment, à enrôler le secteur privé, à libéraliser les échanges et à étendre nos marchés. Quelle autre solution offre l'opposition? Je suppose qu'un gouvernement libéral déchirerait l'accord de libre-échange. Les libéraux ont dit qu'ils le feraient et que s'ils n'étaient pas majoritaires, ils formeraient une coalition avec le NPD. Nous savons ce que les néo-démocrates feraient du libre-échange. Ils le banniraient eux aussi.

Le libre-échange a énormément d'importance pour nous, à Winnipeg et ailleurs dans l'Ouest du Canada. L'opposition oublie, en fait, que ce sont les jeunes Canadiens qui en profiteront probablement le plus. Avec les progrès de la technologie, ils seront en mesure d'occuper ces emplois fortement rémunérés. Ce n'est pas tout. Il y a dans ma circonscription, Winnipeg—St. James, un constructeur d'andaineuses qui s'appelle Macon Industries. Essentiellement, le marché des machines agricoles est un marché libre. Cette entreprise exporte aux États-Unis la majeure partie de sa production, soit environ 80 p. 100, et emploie quelque 200 personnes. C'est un exemple de ce que signifie le libre-échange pour nous, de l'Ouest. Les jeunes l'attendent avec impatience. Ils veulent les trois millions d'emplois et plus que nous aurons parce que nous continuerons de commercer avec les États-Unis.

A propos de la jeunesse, je voudrais exposer les résultats de nos programmes qui encouragent le secteur privé à investir de nouveau au Canada. Voici ce qu'ils ont signifié pour l'emploi des jeunes. Le taux de chômage chez les jeunes est tombé de 18,3 p. 100 à 12,7 p. 100 depuis septembre 1984. Il vaut la peine de le répéter. Il a diminué de 5,6 p. 100, passant de 18,3 p. 100 à 12,7 p. 100. Comparativement, le taux a accusé une hausse de 5,4 p. 100, de 12,9 p. 100 à 18,9 p. 100, pendant le mandat du dernier gouvernement libéral.

Le libre échange cela veut dire de nouveaux emplois pour nous dans l'Ouest, spécialement au Manitoba où nous exportons vers les États-Unis de l'électricité et de la viande de porc par exemple. Sur dix porcs élevés au Manitoba, sept vont aux États-Unis. Au Manitoba, cela représente un secteur important. Voilà ce qui est protégé et même développé. Nos producteurs d'oléagineux vont avoir maintenant des débouchés aux États-Unis. C'est encourageant. En parlant aux agriculteurs,

on constate qu'ils sont enchantés de l'accord de libre-échange. Les offices de commercialisation sont protégés.

Ce que l'opposition trouverait de mieux comme solution de rechange, ce serait de s'en débarrasser, de revenir à l'ancien système qui consiste à se croiser les bras pendant que les États-Unis font disparaître un par un ou 100 par 100 ou n'importe comment les trois millions d'emplois qui sont liés directement ou indirectement au libre-échange.

Que ferait l'opposition en matière de défense nationale? Nous savons ce que le NPD ferait à ce sujet. Il se retirerait du NORAD. Le Centre de commandement aérien se trouve dans ma circonscription de Winnipeg—St. James. Il fait travailler directement près de 700 personnes à Winnipeg. Il fait partie du système du NORAD. Que feraient les néo-démocrates? Est-ce qu'ils diraient: «Au diable les États-Unis?» Les États-Unis sont parties au réseau de détection avancée. Est-ce qu'ils achèteraient tous les bombardiers AWACS qu'il faut maintenir en vol pour protéger le Canada? Qu'est-ce qu'ils feraient du Centre de commandement aérien? Est-ce que leurs politiques de développement régional le feraient déménager à Oshawa? Il est bien évident que pour le chef du Nouveau parti démocratique, développement régional veut dire essentiellement développement du centre du Canada en ce moment. J'imagine qu'il est tout à fait en faveur, parce qu'il ne proteste pas quand General Motors et tout le reste investissent des milliards à Oshawa? Est-ce qu'ils poursuivraient le développement? Qu'est-ce qu'ils feraient des frégates que nous allons construire dans les Maritimes?

M. Cassidy: Qui est au pouvoir?

M. Minaker: Nous savons que le député d'Ottawa-Centre les enverrait ailleurs. Les voilà les solutions de rechange, et je pense que les Canadiens l'ont compris. Ils veulent avoir une autre chance de maintenir la croissance économique.

M. Cassidy: C'est pour ça que vous êtes en troisième position en ce moment.

M. Minaker: C'est pour cela qu'ils appuient ce que nous faisons sur le plan financier.

M. Orlikow: Madame la Présidente, je voudrais poser quelques questions au député de Winnipeg—St. James (M. Minaker). Tout d'abord, il a parlé d'un constructeur de machines agricoles de Winnipeg qui profiterait du libre-échange. Ne sait-il pas que dans le secteur de la machinerie agricole nous avons le libre-échange depuis des années et que cela n'a pas aidé Massey-Ferguson à Brantford?

Il a aussi parlé d'une société d'informatique. J'aimerais bien qu'il me dise ce qu'il pense des instances présentées par M. Loewen, le président de Comcheq, une compagnie d'informatique prospère, qui dirige l'Association canadienne des compagnies indépendantes exploitant des sociétés informatiques. Il a présenté plusieurs instances. Il est venu devant le comité parlementaire pour expliquer pourquoi le libre-échange dans le domaine de l'informatique, qui relève surtout du secteur des services de l'économie, serait une catastrophe.